

Joseph Wresinski

ENRAYER LA REPRODUCTION DE LA GRANDE PAUVRETE (Extraits)

(255) **AVANT PROPOS**

Commandé en octobre 1982 par M. Michel Rocard, Ministre d'Etat, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, dans le cadre de la préparation du IXème Plan, ce rapport a été rédigé par le père Joseph Wresinski entre octobre et décembre de la même année et a été publié en janvier 1983 par la Documentation française.

La misère n'est pas fatale. Pourtant, si l'ensemble des citoyens est prêt à déplorer la grande pauvreté, moins nombreux sont ceux qui veulent vraiment payer le prix de sa destruction. Les mentalités sont en bonne partie imprégnées de l'idée que pousser trop loin l'égalité des chances serait faire courir au pays de trop grands risques pour des citoyens qui, pense-t-on, ne sauraient en faire bon usage.

Les Français sont d'accord pour mettre tous les moyens possibles à la recherche des concurrents en détresse du Paris-Dakar, mais ils laissent expulser sans réagir, au mois de novembre, des familles chargées d'enfants et de nourrissons. Les exemples pullulent où il est patent que nous sommes tous complices du traitement imposé aux plus défavorisés.

Surtout ne disons pas que la réalité de la misère n'est pas connue : à partir de 1974, économistes, hommes et partis politiques ont parlé de millions de pauvres en France. En 1976, Georges Marchais en dénonçait 17 millions. Des fonctionnaires compétents, tels Messieurs André Trintignac, Gabriel Oheix, Antoine Lion ont décrit les problèmes des pauvres et proposé des changements dans les institutions. Dernièrement, Monsieur Dominique Charvet a été chargé d'une mission «Pauvreté» au ministère de la Solidarité. Tous s'accordent (256) pour déplorer la faiblesse de l'investissement statistique sur ces questions : en effet, aucun chiffre sûr ne peut être fourni. N'est-ce pas là le signe de l'insuffisance d'une volonté politique de destruction de la grande pauvreté ? Malheureusement, toutes ces initiatives, tous ces appels n'ont en rien mobilisé le pays qui, dans son ensemble, est resté sourd et aveugle. Parmi les nombreux français que la crise met en détresse, tout l'éclairage est porté sur les «nouveaux pauvres», comme si on ignorait que, parmi ces «nouveaux pauvres», nombreux sont ceux qui ont déjà connu la misère avant d'accéder, en période de prospérité, à cette maigre sécurité que le chômage leur a fait perdre. C'est pourquoi il est possible aujourd'hui de recréer à Paris la soupe populaire, lieu de honte et d'infamie des pauvres, sans que le pays proteste qu'en 1983 la France revienne ainsi 25 ans en arrière !

Monsieur le Ministre d'État, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, m'a demandé un rapport sur la grande pauvreté, sur sa persistance et sur les axes sur lesquels appuyer une politique visant à sa destruction. Ce n'est pas à titre d'expert que j'ai accepté cette mission. Certains hommes politiques, certains rapporteurs mentionnés plus haut nous ont devancés. Si j'ai entrepris d'écrire ce rapport, c'est parce que j'ai un atout important : celui d'avoir côtoyé, au sein du Mouvement International ATD Quart Monde, ces familles de travailleurs défavorisés, 26 années durant, et d'avoir pu ainsi recueillir leur pensée et leur avis, au jour le jour. De plus, des milliers d'entre elles m'ont envoyé, en 1982, des «Feuilles de Faits» où elles disent leur situation, l'injustice qu'elles subissent et les luttes qu'elles tentent de mener. Enfin, des milliers de dossiers monographiques ont pu être constitués depuis 25 ans par plus de 300 permanents sur le terrain.

Ainsi, connaissant ce qui a déjà été écrit par d'autres dans le domaine de la pauvreté, mon rapport ne pouvait être qu'un appel pour que naissent des solidarités nouvelles avec les sousprolétaires. J'ai voulu me placer du côté de ces travailleurs et de leurs familles, montrer comment ils résistent au traitement que la société leur fait subir, exclusion et assistance. J'ai voulu rappeler que la grande pauvreté ne pourra être détruite que si ceux qui la subissent deviennent les acteurs du changement.

(257) Enfin, je n'ai pas dressé un catalogue des réformes administratives ou institutionnelles nécessaires : les administrations et les institutions sont capables de se modifier profondément, et elles sont les mieux placées pour dire comment, à condition de recevoir une impulsion politique vigoureuse. C'est pourquoi j'ai choisi de faire plutôt des propositions de luttes à mener, qui supposent que tous les partenaires s'engagent aux côtés du Quart Monde. Sans leur engagement et sans cette participation des plus défavorisés, nous savons d'expérience que les réformes imaginées pour lutter contre les inégalités sociales sont inefficaces ou récupérées par d'autres couches sociales.

(259) INTRODUCTION

Ces dernières années, un souci nouveau s'est manifesté pour les questions de pauvreté, dans les pays occidentaux. La pauvreté apparaît comme une menace à beaucoup de ceux qui voient leur situation se dégrader, tandis que se multiplient articles, rapports et études sur le sujet.

Le Ministre d'État, Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire, pose la question de l'extrême pauvreté «qui a rarement fait l'objet d'un examen spécifique de la part des instances chargées de la planification»¹ demandant plus particulièrement que soient mis en lumière les mécanismes de sa reproduction, que soient proposées des approches et des politiques pour enrayer cet enchaînement.

Ce rapport veut montrer que le maintien et la reproduction de l'extrême pauvreté, c'est-à-dire l'existence d'un sous-prolétariat, tiennent essentiellement à la façon dont notre société traite les pauvres, faisant reposer sur eux l'insécurité générale et les reléguant dans une situation d'assistance ; seule une transformation qui rendrait aux pauvres leur rôle d'acteurs peut renverser ces mécanismes.

Parler de grande pauvreté, de sous-prolétariat, c'est rompre avec une approche par catégories administratives, c'est parler en termes de familles de travailleurs et de milieu, non de cas sociaux ou d'individus ; en termes d'identité collective, non de problèmes ; en termes d'histoire, non de déficiences ou de handicaps.

La persistance et la reproduction des situations extrêmes est le problème central posé par la pauvreté pour ceux qui la vivent, pour ceux qui la redoutent, pour ceux qui veulent la détruire : c'est là qu'achoppent les remèdes proposés ; c'est du sort réservé aux plus pauvres que dépend le degré d'insécurité qui pèse sur les pauvres et tous ceux dont la situation se dégrade ; tandis qu'aux yeux mêmes des très pauvres le plus intolérable est de voir leurs enfants condamnés à vivre, demain, la même misère.

¹ Lettre de mission de Monsieur Rocard, le 7 octobre 1982

Faire de la lutte contre la persistance et la reproduction des situations de grande pauvreté une priorité nationale, c'est une question de justice vis-à-vis des victimes de la misère ; c'est une question d'efficacité car les très pauvres peuvent apporter une contribution irremplaçable à l'ensemble de la société ; c'est une condition pour éviter une société dont une partie de la population continuerait à être tenue à l'écart, en citoyens de seconde zone.

L'élimination de la condition sous-prolétarienne représenterait un immense espoir pour tous les pauvres et ceux qui risquent de l'être, et serait bénéfique pour tous les citoyens. Pour enrayer la reproduction de l'extrême pauvreté, il faut rendre aux plus défavorisés leur rôle de dénonciateurs des violations des droits de l'homme qu'ils subissent sans relâche, et leur donner les instruments de la parole pour qu'ils deviennent à leur tour défenseurs de ces droits.

Le rapport dans une première partie présente un sous-prolétariat emprisonné dans la pauvreté persistante, il montre le malentendu qui existe entre la société et les travailleurs les moins défavorisés, l'insécurité rejetée sur les moins performants, et l'assistance seule réponse proposée ; puis il évoque les résistances des sous-prolétaires et la lutte qu'ils opposent à leur condition.

Une deuxième partie propose la création d'observatoires régionaux de la grande pauvreté, et l'établissement d'un plancher de sécurité dans les trois domaines-clés que sont la sécurité économique, le savoir et la prise de parole, comme première étape d'une volonté politique affirmée de lutte contre la grande pauvreté.

(...)

(281) POUR CONCLURE : UNE VOLONTÉ POLITIQUE DE DÉTRUIRE LA CONDITION D'EXTRÊME PAUVRETÉ.

En véritables citoyens, les plus défavorisés doivent pouvoir influencer sur les choix de la nation, et voir leurs préoccupations introduites dans les orientations de la politique de la France.

En toute chose les affaires publiques doivent s'inspirer, en priorité, des conditions de vie sous-prolétariennes, non pour créer des circuits particuliers destinés à ces populations, mais pour réintroduire les plus défavorisés parmi les autres citoyens. Si des mesures spécifiques peuvent être nécessaires, elles doivent s'insérer dans le cadre de politiques générales. Les difficultés que rencontrent les plus défavorisés doivent (282) être le signe de transformations à entreprendre qui auront un sens pour tous les citoyens.

En particulier, le destin des plus démunis ne devrait pas être entre les mains du seul ministère de la solidarité : les droits non encore acquis sont de tous les domaines de la vie, et relèvent de tous les ministères. Une manière de manifester un changement à cet égard pourrait être que chaque ministère engage un projet précis de lutte contre la pauvreté.

Tout ne sera pas changé en un jour ni en dix ans, il faudra une ou deux générations. Les conséquences de la misère sont trop durables, les changements à promouvoir trop profonds. Ce que les

Mouvement international ATD Quart Monde - Campus 2008 – texte 4 pour la préparation

plus défavorisés attendent c'est que soient posés les premiers actes qui montrent la volonté politique du Chef de l'État de s'engager à abolir la condition sousprolétarienne.

Parmi ces actes parfaitement possibles malgré la crise, et indispensables à cause de la crise, nous n'en avons formulé que quelques-uns. S'ils étaient posés, non seulement les plus défavorisés, mais tous les Français y gagneraient.

Qu'ils y gagnent tous. Encore faut-il qu'ils puissent le savoir. Peut-être le signe le plus parlant qu'un temps nouveau est arrivé, consiste en cette remise de comptes que stipulait, déjà, la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen en 1789. Un gouvernement qui ne soit pas sur la défensive, un gouvernement pouvant remettre, en toute confiance, ses comptes à la nation. Cela non pas parce que tout va bien ou que tout est fait pour le mieux, mais parce que ce gouvernement a pris une position morale et sociale irréfutable : celle de prendre des mesures à la fois inédites et raisonnables pour élargir la démocratie aux plus pauvres.

Évaluer publiquement le profit que tirent les travailleurs les plus défavorisés et leurs familles de toutes les politiques françaises, présenter les comptes dans les enceintes où ces travailleurs sont représentés, ne sera pas un rattrapage du passé, mais un pas nouveau vers l'avenir.

La misère est l'oeuvre des hommes. Seuls les hommes pourront la détruire.

Joseph Wresinski, Refuser la misère. Une pensée politique née de l'action, Les Editions du Cerf – Editions Quart Monde, 2007, pp. 255-260 ; 281-282. Les chiffres entre parenthèses indiquent les pages dans le livre. Le texte se trouve également sur internet <http://www.joseph-wresinski.org/Rapport-au-Ministre-du-Plan-1983.html>